

Catherine Fournet-Guérin et Céline Vacchiani-Marcuzzo

Les Pouvoirs dans la ville

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Catherine Fournet-Guérin et Céline Vacchiani-Marcuzzo, « Les Pouvoirs dans la ville », *L'Espace Politique* [En ligne], 8 | 2009-2, mis en ligne le 15 novembre 2009, consulté le 29 janvier 2015. URL : <http://espacepolitique.revues.org/1418>

Éditeur : Département de géographie de l'université de Reims Champagne-Ardenne
<http://espacepolitique.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://espacepolitique.revues.org/1418>
Document généré automatiquement le 29 janvier 2015.
Tous droits réservés

Catherine Fournet-Guérin et Céline Vacchiani-Marcuzzo

Les Pouvoirs dans la ville

- 1 La ville revêt une fonction politique intrinsèquement liée au pouvoir dès l'Antiquité. « Elle définit une forme de communauté ou de collectivité, donc essentiellement politique dans son principe » (Roncayolo, 1990). La *polis*, la cité grecque, réelle ville-Etat symbolise ce lien associée à la *politeia* qui désigne l'ensemble des droits et pouvoirs que la ville confère aux habitants. Sous l'empire romain, le lien entre la forme incarnée et le droit à la ville se retrouve dans la distinction entre l'*urbs* et la *civitas*. La ville recouvre bien sûr d'autres réalités, fort diverses : elle est à la fois un lieu privilégié de concentration des populations, un espace de production, un lieu d'intenses échanges ou encore un milieu incubateur d'innovations. Cependant, elle demeure avant tout un espace de localisation du pouvoir et de ses manifestations, un centre décisif. « Dans l'espace politique, la ville joue un rôle central en tant que siège traditionnel du pouvoir, sinon lieu où le pouvoir se prend et se perd » (Rosière, 2008).
- 2 La ville constitue ainsi un objet essentiel dans l'approche politique de l'espace. Pourtant elle occupe une place relativement récente, mais croissante, dans la géographie politique contemporaine alors qu'elle constitue un véritable laboratoire d'expériences à travers les pouvoirs, souvent anciens, qu'elle concentre et ceux, plus récents, qu'elle génère. Pour la première fois dans sa jeune existence, la revue *L'espace politique* consacre un numéro spécial à la ville afin de tenter d'aborder les multiples facettes de la relation entre ville et pouvoir¹. L'échelle de l'Etat, voire de la nation, a été longtemps privilégiée par les géographes politiques et il faut attendre les changements récents dans la discipline pour voir émerger l'échelle urbaine au centre des questionnements et pour contribuer à une géographie politique de la ville en formation.
- 3 La relation ville-pouvoir peut être abordée comme une relation de réciprocité plus ou moins parfaite. Le pouvoir crée la ville tout comme la ville façonne les pouvoirs. Des bastides médiévales à Brasilia en passant par Versailles, Washington ou encore Saint-Petersbourg, les cas de création *ex nihilo* de villes par le pouvoir sont nombreuses et révèlent une forte emprise des régimes politiques sur l'espace qu'ils gouvernent. Le pouvoir utilise souvent l'espace qui est alors assimilé à un terrain d'expériences souvent pérennes. Le régime d'apartheid en Afrique du Sud illustre pleinement la dimension spatiale du pouvoir avec notamment cette volonté de détruire l'existant pour construire du nouveau, à travers les démolitions des quartiers de Sophiatown à Johannesburg ou de District Six au Cap, images de lieux de vie racialement mixtes préexistant à la mise en place du régime. Dans les anciens pays du « bloc soviétique », la volonté d'effacer les traces du passé pour mettre en place une nouvelle politique spatiale se retrouve à Bucarest ou encore à Moscou. C'est alors bien le pouvoir de l'État qui s'exerce sur la ville.
- 4 A l'inverse, la relation ville-pouvoir peut aussi s'aborder par les acteurs et notamment les habitants qui, par leur façon d'habiter l'espace urbain peuvent influencer le pouvoir en exerçant une pression populaire. La ville peut être envisagée en effet comme le théâtre d'une lutte entre pouvoir régalién et pouvoir citoyen (Roncayolo, 1990). Le processus d'émancipation des citoyens prend de l'ampleur dans la deuxième moitié du XX^e siècle et se caractérise par un désir croissant de démocratie directe et participative. Ainsi, l'expression du pouvoir dans les villes peut soit émaner des superstructures, notamment de l'Etat, soit des populations, ou encore d'un équilibre plus ou moins précaire entre des dynamiques « top down » ou « bottom up ».

Les pouvoirs dans la ville : une approche multiscalaire

- 5 Les articles proposés dans ce numéro sont issus de courants épistémologiques et scientifiques variés et déclinent la relation entre ville et pouvoir selon une démarche multiscalaire. Ce trait caractéristique est aussi présent dans l'ouvrage récent *Penser l'espace politique* (Rosière, Cox, Vacchiani-Marcuzzo, Dahlman, 2009). A travers les contributions sélectionnées ici, plusieurs échelles sont ainsi sollicitées, de manière indépendante ou plus souvent imbriquée et emboîtée.

A une échelle macro, la dimension mondiale est abordée par la dénonciation de l'émergence d'une gestion mondialisée des villes dans les articles de Ronan Paddison ou encore de Brij Maharaj tout comme la dimension supranationale avec l'échelle européenne analysée par Quentin Mackré. A l'échelle meso, l'Etat et le rôle des acteurs nationaux sont au centre des problématiques de Brij Maharaj, Adrien Fauve et Cécile Gintrac. Un cas de démocratie jeune, l'Afrique du Sud, et deux cas de dictatures en Asie Centrale illustrent des situations dans lesquelles la ville est l'instrument du pouvoir et sa création. A l'échelle micro, l'analyse intra-urbaine est abordée à travers la place et le rôle des acteurs municipaux et locaux (Volvic, Paris, Glasgow et Durban). Les différents articles reflètent ainsi la variété des tailles de villes, tout comme celle de leur localisation et de leur statut : on rencontre trois capitales (Astana, Achgabat et Paris), plusieurs métropoles de rayonnement régional voire mondial (Glasgow, Durban, Paris) mais également des villes d'envergure bien plus modeste telles Volvic en Auvergne et sa périphérie rurale ou encore le doublon transfrontalier Francfort sur l'Oder-Słubice. En termes de localisation, les villes européennes sont les plus représentées, tandis que deux articles s'intéressent à des villes de pays en développement, Durban, Astana et Achgabat. Pourtant, au-delà de cette apparente diversité, des thèmes communs forts ont émergé des articles.

La géopolitique urbaine : une géographie critique et engagée

- 6 Le numéro comporte également deux articles de nature épistémologique, dont celui de François Hulbert qui poursuit son objectif de définir un nouveau champ de la géographie, la géopolitique urbaine. Les deux auteurs anglophones², Brij Maharaj et Ronan Paddison, s'inscrivent également dans cette logique analytique : il s'agit pour eux, à travers le cas de villes considérées comme emblématiques, d'inscrire leur propos dans une réflexion de nature politique, qui relève d'une géographie engagée. Leur bibliographie renvoie fortement aux chercheurs actifs dans cette géographie, tant anglophones (David Harvey notamment) que français (Lefebvre, Rancière...). Le lien entre études urbaines et contestation politique est ainsi évoqué dans plusieurs articles : outre B. Maharaj, F. Hulbert et R. Paddison, c'est également l'une des préoccupations d'Anne Clerval et d'Antoine Fleury qui s'intéressent au rôle ambigu de la majorité municipale parisienne élue en 2002 dans les changements urbains. F. Hulbert résume bien l'optique de ce courant de pensée apparu dans les années soixante-dix et appliqué ici au monde urbain : « D'essence éminemment critique, [la géopolitique urbaine] ne peut rester indifférente aux réalités vécues par les citoyens et aux luttes urbaines dans lesquelles ils sont engagés. »³.
- 7 Au delà de cette forte dimension épistémologique et politiquement engagée, les articles sont nombreux à évoquer, souvent de manière critique, la manière dont l'espace urbain est instrumentalisé par les pouvoirs afin de servir leurs intérêts, si bien qu'on peut parler de « propagande urbaine » (A. Fauve et C. Gintrac). Il peut s'agir tout d'abord de politiques promotionnelles qui ont pour objectif de séduire des publics variés mais bien précis : les populations nationales et les Etats voisins dans le cas des nouvelles capitales d'Asie centrale, les classes moyennes visées par la politique de gentrification à Paris, ou encore les électeurs du centre-ville à Glasgow. Plus encore, la ville peut être conçue et aménagée comme une « ville spectacle » (A. Fauve et C. Gintrac). Cette analyse de la mise en scène de l'espace urbain n'est pas nouvelle, mais les cas présentés ici montrent bien la pérennité de cette volonté du pouvoir de faire des capitales ou de certaines métropoles des vitrines locales (capitales d'Asie centrale, Paris, Glasgow). Enfin, de manière frappante, plusieurs articles insistent sur le rôle croissant de la mise en scène de la ville dans une compétition d'envergure mondiale, laquelle conduit les autorités locales ou nationales à développer de manière artificielle et souvent stéréotypée l'image de la ville : si les cas évoqués ici ne sont pas aussi emblématiques que celui de Bilbao et de son « effet Guggenheim » (Lusso, 2009), l'esprit est bien le même, déjà dénoncé par David Harvey dans *Géographie de la domination* (Harvey, 2008). Il s'agit de modeler l'espace urbain et le cas échéant la composition de la population urbaine par des politiques d'aménagement valorisantes et sélectives. Celles-ci conduisent à promouvoir des formes banalisées de par le

monde : course des métropoles pour accueillir des compétitions sportives à forte visibilité telles les Jeux olympiques (évoquée par F. Hulbert) ; création de musées ou de parcs à usage récréatif dans des villes industrielles (Glasgow), politique tous azimuts de mise en scène ludique de l'espace parisien par la municipalité de gauche (« quartiers tranquilles », parcs, événements tels Paris-plage, la Nuit Blanche des musées ou la multiplication des festivals, politique générale d'« embellissement urbain »...). R. Paddison explique bien comment la culture au sens large (incluant les aménagements sportifs ou ludiques par exemple) devient le seul support de l'image véhiculée par les autorités urbaines et par là même le seul discours politique sur l'aménagement urbain, excluant toute dimension conflictuelle, toute contestation et toute dimension politique réelle. Il souligne dans cette optique le passage révélateur de la notion de « gouvernement » urbain à celle de « gouvernance » urbaine, concept dépourvu de tout sens politique, fondé sur un prétendu consensus (qui pourrait a priori être opposé à la création d'un parc ?) dont la diffusion très rapide illustre bien l'adéquation aux idéologies dominantes (Le Galès, 2003). A Paris, A. Clerval et A. Fleury dénoncent de la même manière la dépolitisation des enjeux de la gestion urbaine, la course à la séduction engagée par les métropoles et le développement croissant d'une gestion purement managériale de celles-ci. Contrairement aux idées reçues, la gentrification à l'œuvre dans les métropoles n'est pas seulement – et peut-être même pas du tout – un processus spontané, mais il est bien accompagné, sinon organisé, par les politiques publiques.

L'incarnation des pouvoirs urbains : des acteurs multiples

- 8 Ainsi, la thématique abordée donne une grande place aux acteurs, tant ceux qui incarnent les pouvoirs dans la ville que ceux qui doivent composer avec ou encore les contestent, contribuant ainsi à la création de contre-pouvoirs. De manière très attendue, les autorités municipales sont fortement présentes : plusieurs auteurs évoquent longuement leurs rôles, leurs objectifs et la manière dont elles parviennent ou non à les imposer. C'est ainsi qu'à Glasgow, R. Paddison détaille comment des manifestations organisées par les habitants tentent de faire échouer des projets d'aménagement ; à Durban, B. Maharaj oppose l'indifférence des autorités municipales au sort des migrants étrangers à la mobilisation des habitants pour leur venir en aide, que ce soit de manière formelle (par le biais des associations caritatives) ou informelle ; pour la communauté de communes de Volvic, Ludovic Méasson montre bien comment les élus se sont organisés pour proposer à leur population un regroupement intercommunal pour le moins inattendu, quitte à inventer de toutes pièces une ressource commune érigée au rang de patrimoine commun et d'image publicitaire, ici l'eau minérale (alors même qu'il s'agit d'une ressource gérée par la seule ville de Volvic et de manière totalement privée) ; il en vade même sur la frontière germano-polonaise : dans les villes jumelles de Francfort sur l'Oder et de Słubice, les autorités municipales s'efforcent de créer un lien transfrontalier, mais de manière bien maladroite, si bien que la plupart des réalisations transfrontalières qui fonctionnent *de facto* sont celles portées par les habitants eux-mêmes, par des binômes institutionnels motivés (cas de la coopération universitaire) ou encore par des associations dont le but est de promouvoir la collaboration transfrontalière, « par le bas » donc (Q. Mackré).
- 9 Les structures politiques extra et supra-urbaines interviennent bien évidemment dans la ville, qu'il s'agisse de l'Etat (cas presque caricatural des « capitales présidentielles » d'Asie centrale ; politique migratoire de la nouvelle Afrique du Sud), ou, plus original, de l'organisation supranationale qu'est l'Union européenne. Q. Mackré montre bien l'impact local de certaines politiques communautaires, telles les élargissements, la suppression des visas, ou de manière plus technique la création de groupements européens de coopération territoriale (GECT), dans le cadre du programme URBACT II, qui ont pour but de faciliter la coopération transfrontalière. Les villes de Francfort sur l'Oder et de Słubice font partie des six agglomérations pilotes depuis 2008.
- 10 A l'inverse, plusieurs articles insistent sur le rôle des citoyens, plus ou moins organisés : ils peuvent agir par leurs pratiques spatiales individuelles (commerce transfrontalier, mobilités pendulaires, pratiques de loisirs...), par le biais d'associations et d'organisations politiques visant à intervenir dans la gestion urbaine (conseils de quartier à Paris par exemple). C'est aussi

le cas des organisations non gouvernementales (ONG) évoquées à Durban par B. Maharaj, qui constituent un acteur important de la vie urbaine et de l'aide aux habitants. Enfin, les entreprises sont également des acteurs urbains dont le rôle est croissant, évoqué en détail par R. Paddison et par L. Méasson.

- 11 Ainsi, l'ensemble des articles rassemblés dans ce numéro permet d'éclairer à plusieurs titres la question des pouvoirs dans la ville. D'une part, le thème classique des rapports entre les autorités publiques qui interviennent sur l'espace urbain et dans la gestion de la ville, et les citoyens, est ici étudié à la lumière d'analyses prenant en compte des évolutions récentes : l'émergence de nouveaux acteurs de la gestion publique (structures intercommunales, transnationales telles l'Union européenne, ONG...), l'organisation des citoyens sous des formes politiques ou non, plus ou moins institutionnalisées, mais ayant toutes pour but d'influer sur les décisions des autorités publiques, et enfin les multiples conflits d'intérêt, territoriaux ou de représentations. D'autre part, à une échelle plus petite, la question des pouvoirs dans la ville semble bien devoir désormais être appréhendée dans une perspective mondialisée, du moins en ce qui concerne les métropoles. Le numéro permet de mettre en évidence à quel point les villes en tant qu'entités sont engagées dans une course effrénée à l'échelle mondiale, que ce soit pour attirer des entreprises, des capitaux, des événements à fort retentissement international, voire certaines catégories d'habitants. Pour bien se placer dans cette compétition, il leur faut se présenter de manière valorisante, attractive, ce qui induit une dépolitisation au niveau de la gestion intra-urbaine : la ville vitrine est une ville « post-politique » (R. Paddison), au sein de laquelle les conflits sont précisément gommés, en particulier les enjeux sociaux. Au fond, les pouvoirs dans la ville apparaissent comme de moins en moins tournés vers la ville elle-même et les aspirations de ses citoyens, mais à l'inverse de plus en plus attirés, que ce soit de manière consciente ou non, contrainte ou désirée, vers des modèles désincarnés, mondialisés et stéréotypés de gestion de la ville.

Bibliographie

- BURGEL, G., 1993, *La ville aujourd'hui*, Paris, Hachette
- CLAVAL, P., 1978, *Espace et pouvoir*, Paris, P.U.F.
- COX, K., 2002, *Political Geography*, Oxford, Blackwell Publishing
- HARVEY, D., 2008, *Géographie de la domination*, Paris, Les prairies ordinaires
- JOUE, B., LEFEVRE, C., 1999, *Villes, Métropoles, Les nouveaux territoires du politique*, Paris, Anthropos
- LEFEBVRE, H., 1974 : *La production de l'espace*, Paris, Anthropos
- LE GALES, P., 2003, *Le retour des villes européennes ? Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po
- LUSSO, B., 2009, « Les musées, un outil efficace de régénération urbaine ? Les exemples de Mons (Belgique), Essen (Allemagne) et Manchester (Royaume-Uni) », *Cybergeographie*, Espace, Société, Territoire, article 436, <http://www.cybergeographie.eu/index21253.html>
- RAFFESTIN, C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 249 p.
- RANCIERE, J., 1995, *On the shore of politics*, London
- ROSIERE, S., 2008, *Dictionnaire de l'espace politique*, Paris, Armand Colin
- ROSIERE, S., COX K., VACCHIANI-MARCUZZO C., DAHLMAN C., 2009, *Penser l'espace politique*, Paris, Ellipses
- RONCAYOLO, M., 1990, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard

Notes

- 1 Ce thème de la ville sera poursuivi par le numéro 10 de la revue, coordonné par G. Billard « Les nouvelles arènes du débat public urbain » prévu au printemps 2010.
- 2 Il s'agit des deux premiers articles en anglais publiés par la revue *L'espace politique*.

3 Plusieurs articles de ce numéro font ainsi écho aux travaux du colloque de 2008 à l'université de Nanterre consacré à la « Justice spatiale ». Le prolongement des rencontres du colloque par des débats dans une nouvelle revue électronique fondée en septembre 2009, *Justice spatiale-Spatial Justice*, bilingue anglais-français, témoigne bien de l'intérêt actuel pour ces questions.

Pour citer cet article

Référence électronique

Catherine Fournet-Guérin et Céline Vacchiani-Marcuzzo, « Les Pouvoirs dans la ville », *L'Espace Politique* [En ligne], 8 | 2009-2, mis en ligne le 15 novembre 2009, consulté le 29 janvier 2015. URL : <http://espacepolitique.revues.org/1418>

À propos des auteurs

Catherine Fournet-Guérin

Maître de Conférences en géographie
Université de Reims Champagne-Ardenne
EA Habiter
catherine-guerin@wanadoo.fr

Céline Vacchiani-Marcuzzo

Maître de Conférences en géographie
Université de Reims Champagne-Ardenne
UMR Géographie-cités
vacchiani@parisgeo.cnrs.fr

Droits d'auteur

Tous droits réservés
